

Monsieur le Ministre,

Les étudiants et les lycéens, depuis maintenant deux mois, luttent contre le CPE. Notre établissement ainsi que de nombreux autres sont « bloqués » ou perturbés depuis quinze jours ou plus. Le gouvernement refuse d'entendre la voix des lycéens qui expriment, dans la rue, une inquiétude légitime à l'égard de leur avenir.

L'actuel gouvernement semble oublier que c'est le même type d'expression qui a permis aux dernières élections présidentielles de réunir une majorité suffisante pour faire barrage à l'extrême droite.

En refusant d'écouter les Français qui manifestent, le gouvernement porte la responsabilité du climat de tension et de violence qui s'instaure, parmi les élèves, parmi les équipes pédagogiques, entre ces dernières et l'administration.

Nous jugeons irresponsable de la part du gouvernement de considérer comme unique échappatoire le pourrissement de la situation et la division des citoyens.

Nous ne pouvons pas nous substituer à la démission des autorités en poursuivant aveuglément notre travail au mépris de ces actions.

Nous exigeons donc le retrait du CPE!

Comptant sur votre compréhension, veuillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression nos sentiments respectueux.